

**POUR INFORMATION**

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Rapport du Groupe directeur global
sur les programmes d'action en cours****Aspects principaux de la discussion**

1. La réunion du Groupe directeur global, qui s'est tenue le 23 janvier 2007, a porté essentiellement sur les trois nouveaux programmes d'action et a pris note des résultats du Séminaire régional africain sur le secteur des télécommunications, des activités du programme de services publics et de la mise en œuvre du programme des services de santé, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La discussion qui a suivi était centrée sur les leçons tirées des anciens programmes d'action, la possibilité de reproduire les résultats obtenus, la durabilité, ainsi que l'objectif, la fréquence et l'efficacité des réunions du groupe directeur.

Résumé de la discussion

2. M^{me} Walgrave, directrice de DIALOGUE, a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a expliqué que la réunion passera en revue les progrès réalisés par les programmes d'action touchant à la santé, aux services publics et aux télécommunications. Les leçons tirées des anciens programmes d'action ont déjà fait l'objet d'un examen au moment de la mise en œuvre des nouveaux programmes. L'expérience montre que, pour que les programmes soient mis en œuvre avec succès, il faut que la commission prenne ses décisions à temps et que les besoins des mandants soient davantage pris en compte au moment de la sélection des thèmes et des pays. Il faut davantage de souplesse pour que le Bureau puisse assurer une utilisation efficace des ressources.
3. M^{me} Tinoco, cheffe de SECTOR, a résumé les activités récentes menées dans le cadre des programmes d'action de première génération. Dans le secteur de *l'agriculture*, d'autres activités liées à la sécurité et à la santé au travail ont été menées au Costa Rica et au Kirghizistan. Dans le secteur de *l'éducation*, un séminaire national organisé au Brésil a assuré le suivi du forum régional de 2005 sur le dialogue concernant les politiques. Dans le secteur de *l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme*, l'Association internationale de l'hôtellerie et de la restauration souhaite collaborer avec le BIT sur une proposition de projet concernant les migrations. Parmi les activités du secteur *des textiles, de l'habillement et de la chaussure* figurent la poursuite du soutien technique apporté au

Maroc, ainsi qu'une session spéciale du Comité directeur national de la Roumanie sur la durabilité, prévue pour avril 2007. Dans le secteur de *la construction*, l'accent est mis sur la durabilité soit par l'établissement de liens avec une institution nationale existante, ou avec le programme par pays de promotion du travail décent (PPTD), soit par un soutien au comité directeur. La section «éducation» du programme *VIH/SIDA* a publié la version portugaise du document relatif à la politique sur le lieu de travail, et recherche actuellement des fonds pour les activités à mener en Afrique et dans les Caraïbes.

Mise en œuvre des nouveaux programmes d'action

Télécommunications

4. Le spécialiste des télécommunications, M. Myers, a présenté plusieurs composantes de ce programme d'action, la première étant le Séminaire régional tripartite sur les compétences et l'employabilité dans les services de télécommunications (République-Unie de Tanzanie, décembre 2006), qui a bénéficié d'une aide importante du bureau de l'OIT à Dar es-Salaam. Ce séminaire a adopté des conclusions orientées vers l'action, qui servent de base aux composantes recherche, formation et assistance directe. Ce programme se concentrera sur trois des pays suivants: Cameroun, Ouganda, Sénégal, République-Unie de Tanzanie et Zambie. Parmi les critères de sélection figurent les chances de réussite et l'existence préalable d'un dialogue social sectoriel, de partenaires sociaux engagés et de structures d'appui.
5. M. Trogen, porte-parole du groupe des employeurs, qui a participé au séminaire, a fait savoir que celui-ci a fonctionné comme une réunion sectorielle classique, mais qu'il est plus pertinent et donc plus efficace. Les pays qui ont participé à ce séminaire se trouvent dans des situations identiques et peuvent facilement identifier des problèmes communs et des solutions communes. L'orateur a apporté son soutien sans réserve à ce type de réunions régionales et a remercié le spécialiste, qui a présidé le séminaire et facilité l'adoption de conclusions pertinentes. Ce type de réunions régionales pourrait servir de modèle aux activités sectorielles. Lors de la sélection finale des pays, le programme d'action ne devrait s'intéresser qu'aux cas les plus prometteurs, avec des associations d'employeurs engagées.
6. M. Medland, de l'Union Network International (UNI), a fait remarquer que ce séminaire a été couronné de succès. Ses conclusions très utiles sont un bon point de départ, mais ce qui est encore plus important c'est le suivi que le programme mettra en œuvre. La question du travail des enfants dans la vente des cartes téléphoniques prépayées devrait faire l'objet d'une attention toute particulière. En ce qui concerne la sélection des pays, le Cameroun, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie sont de bons candidats, mais les pays voisins pourraient eux aussi être invités. L'orateur a confirmé le soutien de l'UNI au suivi.
7. M. Zellhoefer, porte-parole du groupe des travailleurs, a déclaré que les remarques de l'UNI sont encourageantes et montrent que les syndicats ont des structures sectorielles internationales capables de contribuer de manière efficace à la solution des problèmes. Le BIT et le groupe directeur devraient adapter les programmes d'action à la réalité des pays et assurer la collaboration avec des gouvernements engagés et des associations d'employeurs solides pour tirer pleinement parti des possibilités qui s'offrent.
8. M. Omondi, le coordinateur régional pour l'Afrique, a souligné la pertinence de ce thème pour l'Afrique. Le séminaire a apporté une contribution très positive à l'intégration régionale. L'orateur a ajouté que le Cameroun, la République-Unie de Tanzanie et la

Zambie sont les principaux candidats, mais qu'il convient de laisser la porte ouverte à d'autres pays qui pourraient être intéressés. Toutes les composantes du programme sont importantes.

Services publics

9. La spécialiste des services publics, M^{me} Tomoda, a présenté le programme, qui a pour but de renforcer le dialogue social dans les services publics. Les pays qui y participent ont été invités à porter leur attention soit sur les mécanismes de dialogue social et la capacité des parties prenantes à participer à un dialogue réel, soit sur les stratégies à adopter en matière de ressources humaines pour contrecarrer l'impact du VIH/SIDA sur les services publics. En Ukraine, des commentaires techniques ont été faits sur le projet de code de la fonction publique; un atelier sur la rémunération et les pensions dans la fonction publique a été organisé en octobre 2006. Il y aura un deuxième séminaire, en avril 2007, sur l'amélioration des compétences. En République-Unie de Tanzanie, des commentaires techniques ont été faits sur un projet de publication par le Cabinet de la présidence au sujet de la gestion du problème du VIH/SIDA dans le secteur public; des directives en anglais et en swahili seront élaborées. Un projet de document technique contenant des recommandations sur le dialogue social dans la fonction publique de la Jamaïque a été élaboré. La Malaisie a été sélectionnée initialement pour ce programme mais, devant l'intérêt manifesté par Sri Lanka, le Bureau envisage de transférer les activités vers ce dernier pays.
10. M. Zellhoefer a souligné l'importance des services publics pour le travail du BIT. De nombreux gouvernements estiment que les problèmes des services publics ne font pas partie des obligations qui leur incombent en tant qu'Etats Membres, même si l'une des valeurs sous-jacentes de l'OIT est la bonne gouvernance. La lutte contre la corruption en est une partie importante. Il faut une rémunération et des pensions correctes si l'on veut attirer et garder des personnes capables et dévouées dans la fonction publique. Sans cela, la corruption est inévitable.
11. M^{me} Wintour, de l'Internationale des services publics (ISP), a fait remarquer que des progrès ont été réalisés en République-Unie de Tanzanie et en Ukraine. Les résultats obtenus devraient être diffusés auprès des pays voisins. La rémunération dans le secteur public est un élément fondamental de l'efficacité et de la qualité dans la fonction publique.
12. M. Trogen a félicité la spécialiste pour son travail. Pour les activités de suivi, il faut trouver un juste équilibre entre une approche où ce serait le BIT qui dirigerait tout et une approche donnant la préséance aux mandants.
13. M. Chamberlin, du gouvernement des Etats-Unis, a demandé comment le programme des actions sectorielles s'articule avec d'autres programmes de l'OIT et si, par exemple, le projet de code de la fonction publique de l'Ukraine aurait été soumis pour commentaires sans ce programme?
14. M^{me} Tomoda a fait savoir que c'est au cours d'une mission en Ukraine qu'elle a entendu parler du projet de code de la fonction publique et suggéré qu'il soit soumis au BIT pour commentaires. Le séminaire sur la rémunération, en particulier l'échange de connaissances avec des personnes ressources de Hongrie et de Slovénie, a servi de base pour l'élaboration des mécanismes de dialogue social.
15. M. Omondi a souligné que, dans beaucoup de pays, les syndicats ne sont toujours pas reconnus comme des partenaires pour le développement. Beaucoup de gouvernements ne comprennent pas l'importance de ce type d'organisation pour les fonctionnaires. L'orateur

a suggéré que, puisque les questions de services publics relèvent souvent du Cabinet du Président ou du Premier ministre, le BIT pourrait offrir une formation aux fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau, en donnant des exemples de l'utilité de relations professionnelles positives dans la fonction publique.

Services de santé

16. La spécialiste des services de santé, M^{me} Wiskow, a présenté son programme, qui a pour but d'élaborer et de diffuser des stratégies et bonnes pratiques de gestion des migrations des travailleurs de la santé. Ce programme bénéficie d'une étroite collaboration avec l'OMS et l'OIM. Les pays qui y participent sont les suivants: Costa Rica, Kenya, Roumanie, Sénégal, Sri Lanka et Trinité-et-Tobago. Un plan de travail commun a été mis en place à la réunion interrégionale tripartite qui a lancé le programme en mars 2006. Le Costa Rica, le Kenya, la Roumanie et le Sénégal ont mis sur pied des groupes directeurs nationaux et ont établi des plans d'action qui mettent l'accent sur l'amélioration des données et l'élaboration d'une stratégie. Les prochaines étapes de l'exécution du programme devraient porter sur la recherche et la création de bases de données, des études d'ensemble et une analyse d'impact, en vue de l'élaboration ultérieure des politiques.
17. M. Trogen a pris note des bons résultats obtenus par ce programme. La coopération avec l'OMS et l'OIM démontre la valeur des partenariats.
18. M^{me} Wintour a souligné l'importance de ce programme, qui s'appuie sur un programme de partenariat avec l'ISP dans les pays qui y participent. Il y a deux questions à retenir: a) l'insistance sur la recherche; il faudrait s'appuyer davantage sur les travaux menés par l'OMS, l'OIM et des spécialistes universitaires; b) il faut mettre davantage l'accent sur des approches pragmatiques. L'ISP continuera de coopérer étroitement en matière d'exécution.
19. M^{me} Davies, de l'OIM, a fait remarquer que ce programme permet à son organisation d'approfondir sa connaissance des structures et des modes de fonctionnement des deux autres institutions, et plus particulièrement de l'approche tripartite de l'OIT. Il y a des synergies potentielles entre ce programme d'action et d'autres, et notamment la composante VIH/SIDA du programme d'action concernant les services publics en République-Unie de Tanzanie. Il existe des liens entre les migrations des travailleurs de la santé et le VIH/SIDA de sorte que les leçons tirées d'un programme peuvent être utiles pour l'autre. La coopération entre institutions a commencé très tôt, et s'est portée sur les pays où l'une des organisations a un bureau ou un représentant. L'OIM est aujourd'hui présente dans les six pays et peut apporter son aide pour les activités opérationnelles. La réunion de mars 2006 qui a lancé le programme et le séminaire sur les migrations de l'OIM ont servi à informer les parties prenantes des questions qui se posent et de leurs préoccupations communes. L'OIM, qui est une organisation très décentralisée fondée sur les projets, a sensibilisé ses bureaux extérieurs à l'importance du programme. En obtenant le soutien du gouvernement des trois membres de la communauté de l'Afrique de l'Est à ce programme en tant que programme prioritaire, le Kenya a pu obtenir des fonds et bénéficier d'une coopération pour son exécution. L'OIM est déterminée à poursuivre sa collaboration interinstitutions dans ce domaine.

Discussion générale

20. M. Schwass, de la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses (ICEM), a demandé des précisions sur le programme d'action transsectorielle concernant le VIH/SIDA. Les directives des sociétés financières internationales sont longues et peu pratiques. Le BIT devrait élaborer pour le

secteur minier des directives reposant sur un accord tripartite. M^{me} Tinoco a répondu que des consultations sur les directives destinées au secteur minier étaient en cours avec les partenaires sociaux.

21. M. Celaya Alvarez, qui représentait le coordinateur régional pour les Amériques, a demandé si les programmes d'action pouvaient être reproduits ailleurs et dans quelle mesure on pouvait utiliser les meilleures pratiques. M^{me} Walgrave a répondu que l'avenir et le suivi des programmes d'action dépendront des décisions du Conseil d'administration. M. Zellhoefer a ajouté que le groupe directeur serait plus à même d'examiner des questions telles que la reproduction des meilleures pratiques et d'autres sources de financement à sa prochaine réunion.
22. M. Chamberlin a soulevé des questions au sujet du fonctionnement du groupe directeur, de la fréquence des réunions et des critères de clôture des programmes. M. Dejardin a jugé opportun de renvoyer ces questions à la prochaine session du groupe directeur, lorsque les programmes d'action auront encore avancé et que le processus d'évaluation sera pleinement en marche. En principe, les programmes d'action devraient s'étaler sur deux ans, avant de devenir pérennes ou de s'arrêter. M. Zellhoefer a admis qu'il valait mieux attendre, pour cette discussion, la fin de la session de mars de la commission sur les orientations futures de SECTOR.
23. M. Blazek, coordinateur régional pour l'Europe orientale, a déclaré que les enseignements tirés du programme d'action sur le secteur public sont très utiles, surtout pour ce qui est de l'imprévisibilité des changements politiques. Il faudrait veiller à ce que les programmes gardent toute leur souplesse.
24. M^{me} Tinoco a rappelé les discussions qui ont eu lieu récemment sur la nécessité de transférer les ressources d'un pays à un autre pour assurer l'exécution du programme. S'appuyant sur l'expérience acquise, SECTOR transférera les ressources rapidement vers les pays où les programmes fonctionnent. On constate une mobilisation des ressources et un partage des coûts avec d'autres départements. Les objectifs des PPTD sont pris en compte, et SECTOR apporte sa collaboration aux bureaux extérieurs sur ce point. M^{me} Walgrave a fait remarquer que le dialogue social doit souvent se poursuivre pendant cinq ans avant de se pérenniser. Il faudrait travailler davantage sur le terrain.

Date et lieu de la prochaine réunion

25. Les participants ont convenu d'attendre, pour prendre une décision sur ce point, d'avoir davantage d'informations. Le Bureau contactera les membres au début de l'automne pour fixer la date.

Genève, le 2 février 2007.

Document soumis pour information.